



Conseil économique et social

Distr. générale
23 avril 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par Christian Blind Mission, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration qui suit, distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2012/100.



Déclaration

Christian Blind Mission est une organisation internationale pour le handicap et le développement qui travaille à améliorer la qualité de vie des personnes handicapées au sein des populations les plus désavantagées du monde.

La présente déclaration a pour but de faire valoir que les initiatives de renforcement de capacité de production, de création d'emplois et d'offre de travail décent doivent inclure et autonomiser les personnes handicapées si elles doivent pouvoir contribuer à éradiquer la pauvreté, à promouvoir une croissance économique durable et équitable et à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Le monde compte plus de 1 milliard de personnes handicapées et plus de 80 % d'entre elles vivent dans des pays en développement. Elles sont, hors de toute proportion, exposées à la pauvreté, plus de 20 % des plus pauvres des pauvres du monde souffrant d'un handicap.

Handicap et pauvreté sont étroitement liés par de nombreux facteurs, le plus important pour le débat de haut niveau du Conseil économique et social étant que les handicapés se voient souvent exclus de possibilités d'éducation, de formation professionnelle et d'emploi, de participation au marché du travail et d'emprunts. Ceci se produit parce que souvent les sociétés stigmatisent le handicap, ne voient pas les nombreuses aptitudes des handicapés et/ou ne voient pas que des services primaires comme les écoles ou les lieux de travail leur sont inaccessibles.

Cette exclusion des personnes handicapées d'activités génératrices de moyens de subsistance et de capacité de développement de leurs facultés productives fait obstacle sur plusieurs niveaux à l'éradication de la pauvreté et à la réalisation d'une croissance durable et équitable :

- Les personnes handicapées et leurs familles sont plus exposées au risque de pauvreté. Même quand elles ont un emploi, elles gagnent généralement moins que les autres. Les femmes qui sont handicapées gagnent aussi généralement moins que les hommes qui le sont;
- Les familles sont également désavantagées là où la faiblesse du soutien communautaire aux handicapés signifie que des membres de la famille (souvent les femmes et les filles) doivent renoncer à l'école ou à un emploi rémunéré afin de s'occuper de membres de leur famille qui sont handicapés;
- Les collectivités sont privées de ce que les personnes handicapées pourraient leur apporter si elles pouvaient prendre une part active à l'économie. À l'échelle internationale, on calcule que l'exclusion des handicapés et de leurs soignants de la main-d'œuvre fait perdre chaque année à l'économie du pays l'équivalent de 5,36 à 6,97 % du produit national brut. Ceci freine la croissance économique des collectivités et nuit aux initiatives de développement;
- Les collectivités qui excluent les personnes handicapées compromettent leur propre viabilité. Celles qui s'arrangent pour les inclure dans les activités économiques et sociales sont plus viables et plus équitables car elles réduisent sensiblement le nombre de leurs membres incapables de subvenir à leurs propres besoins.

L'organisation et ses partenaires recommandent fortement au débat de haut niveau de 2012 ce qui suit :

- a) Toute déclaration ministérielle devrait dire l'importance particulière qui s'attache à l'inclusion des personnes handicapées dans toutes les initiatives d'éradication de la pauvreté et de croissance économique;
 - b) Le Conseil devrait mettre sur pied une équipe spéciale de travail chargée de concevoir et de superviser de nouvelles initiatives visant à doter les personnes handicapées de pays en développement d'une capacité productive, d'un emploi et d'un travail décent;
 - c) Les buts et engagements relatifs à l'emploi fixés par le Conseil devraient comprendre des objectifs et indicateurs spécifiques concernant l'inclusion des personnes handicapées dans l'emploi et un travail décent.
-